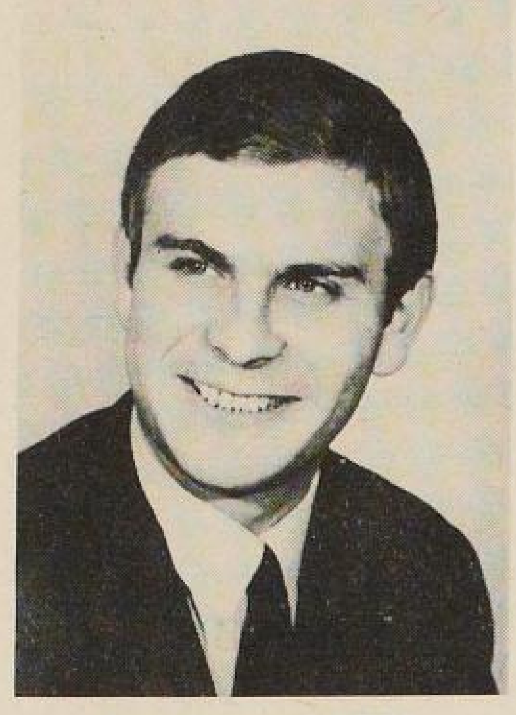
ELECTIONS LEGISLATIVES du 5 mars 1967 — 6e Circonscription des Hauts-de-Seine — Neuilly - Puteaux



Jean-Pierre GINTER
Employé - 26 ans

Jean-Pierre GINTER

Candidat du PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

Pour l'union des forces de gauche et démocratiques

Suppléant éventuel :

Pierre KALDOR



Pierre KALDOR
55 ans - Avocat à la Cour
Croix de Guerre avec palmes
au titre de la Résistance

Électrices, électeurs,

Le 5 mars, vous élirez vos députés. Vous pouvez le vérifier, l'action et le rôle des élus communistes concordent, sans aucune exception, avec les engagements qu'ils avaient pris.

Toutes les démarches des élus, comme toute l'activité des communistes, sont conformes aux intérêts des salariés, des couches moyennes et du pays.

Lors de l'instauration du régime gaulliste en 1958, le Parti Communiste Français était le seul parti à le combattre. Avions-nous raison ? Chacun peut en juger aujourd'hui.

Ce régime a substitué le pouvoir personnel à la démocratie. Les profits des grands capitalistes n'ont cessé de croître.

Les dépenses militaires engloutissent un quart du budget, la force de frappe pèse lourdement sur notre économie. Ce régime engendre la régression sociale, la menace du chômage, la crise du logement et les difficultés de l'Education nationale.

Dans notre circonscription cette politique antisociale est illustrée notamment par :

- Le départ accéléré des entreprises de nos deux localités. Cette situation entraîne la suppression de nombreux emplois avec le risque de chômage, de difficultés de reclassement, de l'éloignement du lieu de travail, etc.
- La surpopulation dans les logements de notre circonscription : C'est ainsi qu'à Puteaux, 8.000 logements dans lesquels sont entassés près de 23.000 adultes et enfants sont en état de surpeuplement. A Neuilly, c'est également le cas pour près de 28 % de la population (environ 19.000 personnes). De plus, il n'existe pratiquement plus de construction de logements HLM en perspective, alors que les sociétés immobilières s'emparent des quelques terrains disponibles.
- La situation dramatique de l'enseignement. Notamment celle de l'enseignement technique, car en plus de l'insuffisance générale, le lycée de Puteaux demeure dans des locaux vétustes et son transfert provisoire dans les locaux de l'ancien arsenal de Puteaux reste problématique.

Cette politique antisociale a été mise en œuvre par le député gaulliste sortant Achille Peretti et ses amis de l'U.N.R. Et elle a été soutenue par les amis politiques d'hommes comme André-François Mercier et André Piérard, qui se réclament l'un et l'autre du « centrisme ».

La politique des communistes est claire et sans équivoque. Notre objectif est de mettre fin au régime de pouvoir personnel et de contribuer à l'avènement d'une démocratie véritable.

Afin d'y parvenir, nous n'avons cessé de lutter pour l'union des travailleurs et de tous les démocrates, pour l'accord des partis de gauche.

Déjà de Gaulle a été mis en ballottage le 5 décembre 1965. Depuis, l'accord du 20 décembre 1966, entre les partis de gauche, a été signé. L'inquiétude qu'il provoque dans les rangs gaullistes n'a d'égale que la satisfaction des travailleurs et démocrates qui se félicitent que les efforts inlassables de notre Parti aient abouti à ce pas important.

En cas de succès de la gauche, nous sommes prêts à assumer toute notre part de responsabilité.

Notre programme rejette tout replâtrage du régime actuel, comme le proposent les centristes de toutes obédiences.

NOUS PROPOSONS UN PROGRAMME RÉALISTE ET NOVATEUR

Sur le plan politique, il prévoit un gouvernement stable, fondé sur la représentation proportionnelle, sur l'entente de la gauche autour d'un programme commun et sur le soutien actif du peuple.

Nous proposons 3 grandes réformes économiques et financières :

1° La nationalisation des grands monopoles et la participation des syndicats à leur gestion.

2° Le remplacement du Vᵉ Plan par un plan démocratique qui garantisse le plein emploi et le développement des secteurs prioritaires de l'économie et de la vie sociale, grâce à une politique cohérente d'investissements qui assurera, notamment, le maintien de l'activité économique de Puteaux et de Neuilly.

3° Une réforme fiscale profonde qui allège la charge écrasante des impôts par :

— La réduction des taxes qui frappent les produits de consommation courante.

— La fixation à 500.000 anciens francs l'abattement à la base sur le revenu des personnes physiques.

— L'abrogation de la loi, portant l'extension de la T.V.A. au commerce de détail.

— L'abolition des scandaleux privilèges fiscaux dont jouissent les grandes entreprises et les milieux d'affaires.

POUR CES MESURES, IL SERAIT POSSIBLE :

— D'augmenter les salaires et traitements, pensions et retraites.

— De réduire la durée du travail et d'avancer l'âge de la retraite à 60 ans.

— D'attribuer le quart du budget à l'éducation nationale et de promouvoir une réforme démocratique de l'enseignement, dans le respect de la laïcité.

— De construire 600.000 logements par an, dont 300.000 HLM à loyers accessibles aux travailleurs et aux jeunes ménages.

— De défendre et d'améliorer les régimes de Sécurité Sociale, d'augmenter les crédits de la Santé publique et l'aide morale et matérielle aux handicapés physiques.

— D'améliorer le régime des retraites, garantie d'un revenu mensuel minimum de 27.000 AF.

— De satisfaire les revendications des anciens combattants.

POUR LES FEMMES EN PARTICULIER, NOUS DEMANDONS:

— La pleine égalité des droits et l'amélioration de la condition féminine.

— Toutes possibilités pour soigner et élever les enfants.

— Deux jours de repos par semaine; 16 semaines de congé, maternité à plein salaire.

— L'avancement de la retraite et bénéfice d'un an par enfant élevé.

— Le développement du réseau d'écoles maternelles, de crèches, garderies, jardins d'enfants, colonies de vacances.

— L'abrogation des lois réprimant la contraception.

POUR REPONDRE AUX BESOINS DE LA JEUNESSE :

— Le développement de l'éducation physique et sportive, par la construction d'installations suffisantes et la formation des professeurs nécessaires.

— Des crédits pour la formation professionnelle, la construction de clubs et maisons de jeunes, logements et foyers à loyer accessible.

— Le droit de vote à 18 ans, le service militaire à court terme.

POUR UNE POLITIQUE FRANÇAISE DE PAIX :

- Une politique extérieure basée sur la reconversion de la force de frappe et tendant à la paix au Vietnam, à la sécurité européenne et à la coexistence pacifique.

Électrices, Électeurs,

- **Pour donner à la politique et au programme des communistes l'appui de millions de suffrages,**
- **Pour renforcer l'union de la gauche dont les communistes sont les meilleurs artisans,**
- **Pour que vos intérêts soient bien défendus,**

VOUS BLOQUEREZ VOS SUFFRAGES, DES LE 5 MARS,

VOUS VOTEREZ POUR :

Jean-Pierre GINTER

Candidat du parti Communiste Français

et

Pierre KALDOR

Remplaçant éventuel

vu le candidat

ATTENTION ! Cette circulaire n'est pas un bulletin de vote. Pour voter, prenez un bulletin de vote qui porte les noms de Jean-Pierre GINTER et de son remplaçant éventuel, Pierre KALDOR.

N'inscrivez rien sur le bulletin. Ne barrez aucun nom. Ne faites aucun signe. Autrement, votre bulletin serait nul.

LA COOTYPOGRAPHIE - ASNIÈRES 473.71-26 - 473.02-53